

---

M.E.S., Numéro 132, Vol. 1, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024

---



***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, janvier - février 2024*



## FACTEURS DE RECOURS A L'AUDIT INTERNE ET EXTERNE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DU NORD KIVU EN RD CONGO

par

**Edwige MBAMBU SYAYIGHANZA**

*Enseignante, Université Libre des Pays des Grands Lacs-Goma,*

*Doctorante, Université Protestante au Congo (UPC) Kinshasa*

### Résumé

À raison de son caractère incontournable dans la présentation, la diffusion et la transparence des informations financières et non financières convaincantes, l'audit des PME est une question cruciale. Cette sensibilité l'est davantage dans un environnement au sein duquel coexistent des risques perpétuels et une forte asymétrie d'information entre agents économiques et une gouvernance institutionnelle délétère. La pratique d'audit, mécanisme de création de la valeur, permettrait aux dirigeants de rassurer les parties prenantes que leur organisation est bien gérée et contrôlée par la maîtrise des risques. Cette étude est une tentative d'identifier les facteurs au recours à l'audit interne et externe au sein des PME du Nord Kivu. A travers la collecte des données mobiles, un questionnaire digital, a été administré auprès de 559 PME. La méthodologie quantitative a été privilégiée.

Les résultats indiquent que la difficulté liée à l'inadéquation des outils de gestion, l'incompétence et le manque de communication entre acteurs sont des obstacles les plus criants au recours à l'audit interne des PME. Alors que les difficultés financières, les défis de mises en œuvre des recommandations d'audit, l'opacité des missions et l'indisponibilité des acteurs sont des obstacles qui freinent le recours à l'audit externe au sein des PME du Nord Kivu.

La forme juridique, le secteur d'activité, l'augmentation du capital, l'âge, la taille, le nombre des fonctions dans la PME ainsi que les produits ou services offerts, la stratégie adoptée, le profil du dirigeant tel que son genre et son expérience professionnelle, l'incompétence et le manque de communication entre acteurs et l'inadéquation des outils de gestion sont des facteurs de recours à l'audit dans les PME du Nord Kivu. Cela infirme notre hypothèse.

**Mots-clés :** obstacles à l'audit, audit interne, audit externe, Petites et Moyennes Entreprises

### Abstract

Due to its essential role in the presentation, dissemination and transparency of convincing financial and non-financial information, the audit of SMEs is a crucial issue. This sensitivity is more so in an environment in which perpetual risks and strong information asymmetry between economic agents and deleterious institutional governance coexist. The practice of auditing, a value creation mechanism, would allow managers to reassure stakeholders that their organization is well managed and controlled by risk management. This study is an attempt to identify the factors behind the use of internal and external audit within SMEs in North Kivu. Through the collection of mobile data, a digital questionnaire was administered to 559 SMEs. Quantitative methodology was favored. The results indicate that the difficulty linked to the inadequacy of management tools, incompetence and the lack of communication between actors are the most glaring obstacles to the use of internal audit of SMEs. While financial difficulties, the challenges of implementing audit recommendations, the opacity of missions and the unavailability of actors are obstacles that slow down the use of external audit within SMEs in North Kivu.

The legal form, the sector of activity, the increase in capital, the age, the size, the number of functions in the SME as well as the products or services offered, the strategy adopted, the profile of the manager such as their gender and professional experience, incompetence and lack of communication between actors and the inadequacy of management tools are factors in recourse to audit in SMEs in North Kivu. This invalidates our hypothesis.

**Keywords :** obstacles to auditing, internal audit, external audit, Small and Medium enterprises

## INTRODUCTION

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent certainement la catégorie la plus répandue dans le monde (Bengeya M., 2019; Binwa Machumu, 2022), parmi les acteurs intervenant sur le marché au sein du secteur privé. Le rôle très indispensable qu'elles jouent dans l'économie mondiale, a amené tous les acteurs du pouvoir publique, financier, investisseurs, chercheurs, etc de chaque pays de la planète de les placer au centre de leur préoccupation (EL Bahlouli et al., 2019). Selon Dietsch (2003), les PME constituent l'ossature des entreprises dans toutes les économies et sont une source essentielle de croissance, de dynamisme et de flexibilité aussi bien dans les pays industrialisés que dans les économies émergentes et en développement.

Pour assurer le développement des PME, de nombreux pays partout dans le monde cherchent à établir un climat favorable aux affaires, à travers l'instauration d'un cadre juridique spécifique à ces entreprises et à l'accompagnement des investissements et entrepreneurs, via un programme de sensibilisation, de formation et de conseil. Malgré tous ces efforts, une grande partie des PME éprouvent des difficultés à se développer et leur principal défi quotidien est la survie, face à un contexte mondial changeant (Daif & Azegagh, 2021; EL Bahlouli et al., 2019).

Selon les travaux de (Hannu et al., 2016; et Collisum et al., 2012 ), la mise en place d'une fonction d'audit dans toute entreprise s'avère indispensable. Ils essaient de faire une analyse sur la mise en place d'une fonction d'audit en analysant également les facteurs qui influencent le recours à ces services. Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, ont des objectifs à atteindre. Ainsi, l'audit, étant une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, apporte les conseils pour une amélioration de la valeur ajoutée de l'entreprise (Renard, 2016). Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernement d'entreprise.

L'audit joue le rôle de la sentinelle de l'entreprise. Il contribue non seulement à l'amélioration les informations financières et comptables, mais aussi opérationnelles, sociales et environnementales nécessaire à la bonne prise des décisions pour minimiser les risques (Bashungi, 2019). Les sociétés qui font l'objet d'un audit indépendant ont tendance à avoir une approche plus professionnelle de la « bonne gouvernance » et du contrôle interne, ainsi elles « surperforment » que les entreprises qui ne bénéficient pas d'un service d'audit (Daif et Azegagh, 2021; EL Gharbaou B. et al., 2018). Il permet enfin la production et la diffusion des informations financières de qualité et sert d'un instrument d'appui au pouvoir public dans la réglementation et le recouvrement des redevances fiscales (Manita & Chemangui, 2007). Comme le souligne Escaffre & Abbadi, (2016), dans ce contexte marqué par la recherche de sources d'information fiables, le rapport d'audit constitue une source potentielle d'information. Il constitue surtout un garde-fou contre les scandales financiers observés dans le monde des affaires depuis plus de deux décennies.

L'audit interne et externe n'est pas simplement la particularité des grandes entreprises. Les petites structures ont également besoin de renforcer leur système de contrôle (Daif & Azegagh, 2021; EL Bahlouli et al., 2019; Renard, 2016). En effet, la PME nécessite un contrôle efficace pour renforcer sa gouvernance et atteindre ses objectifs assignés. Cependant, malgré les avantages obtenus, elles sont moins nombreuses, les PME qui optent pour une mise en place d'un service d'audit. Cette situation s'observe également dans le contexte du Nord Kivu en RDC, une province très entreprenante à travers la création des PME. Ndior Valeri (2017) souligne que le recours à l'audit tend à devenir le principe, et son absence, l'exception, à l'égard des activités d'une autorité publique, qu'elle soit nationale ou internationale.

Dans le contexte Marocain, EL Bahlouli et al., (2019), montrent que la petite et moyenne entreprise nécessite un contrôle efficace, suite à leur mode de gestion familiale, la concentration du pouvoir et la non-spécialisation des tâches, ce qui en résulte une mauvaise appréhension des risques. Mais malgré les problèmes et les limites auxquelles se confrontent les PME dans leur gestion quotidienne, elles sont moins nombreuses celles qui optent pour la mise en place d'un service d'audit interne pour faire face à ces multitudes des risques, et ceci est dû à plusieurs

contraintes : financière, organisationnelle, humaine, culturelle, etc., qui les empêchent à doter d'un service d'audit interne efficace.

Par le passé, plusieurs études ont abordé la question d'audit dans les entreprises. La première catégorie des travaux aborde la question de déterminants du recours à l'audit (Gharbaoui et al. (2021) ; Sincère, (2017) ; Mabrouki, (2017) ; Masmoudi (2013), généralement dans les grandes entreprises, celles cotées sur le marché financier, dans le secteur financier. La deuxième catégorie des travaux ( Hannu et al., 2016; et Collisum et al., 2012 ) quant à eux, réalisés dans les petites et moyennes entreprises, essaient de faire une analyse sur la mise en place d'une fonction d'audit en analysant également de demande des services d'audit dans les entreprises. Malgré leur pertinence, tous ces travaux n'ont pas abordé la question des facteurs de recours aux services d'audit interne et externe dans le contexte des PME du Nord Kivu.

Les préoccupations majeures autour desquelles s'articule cette recherche tournent autour des questions suivantes :

- quels sont les obstacles et raisons de recours aux services d'audit dans les PME du Nord Kivu ?
- quels sont les facteurs de recours au service l'audit interne et externe dans les PME du Nord Kivu ?

Les objectifs de cette recherche vont dans la logique des facteurs qui poussent et qui empêchent les PME de la province du Nord Kivu à recourir ou non aux services d'audit interne et externe. Ainsi l'objectif est également d'identifier les obstacles qui empêchent les PME de la province du Nord Kivu à faire recours à l'audit interne et externe, ainsi que les raisons.

Cette étude est organisée en trois sections hormis l'introduction et la conclusion. La première présente le cadre de l'étude sur l'audit et développe l'hypothèse. La deuxième aborde la méthodologie de la recherche. La troisième est consacrée à la présentation et discussion des résultats.

## I. CADRE DE L'ETUDE ET DEVELOPPEMENT DES HYPOTHESES

A l'heure actuelle, la question de l'audit dans les PME est à l'ordre du jour aussi bien chez les organismes internationaux, les organisations professionnelles comptables, les normalisateurs nationaux, les organismes publics, que chez les investisseurs et les différentes parties prenantes de ces entités (Ayadi, 2013; Bengeya M., 2019; EL Gharbaoui & Chraibi, 2022).

L'audit interne est une activité relativement récente consacrée à l'analyse des risques et des déficiences existants, dans le but de donner des conseils, de faire des recommandations, de mettre en place des procédures ou encore de proposer de nouvelles stratégies (Mehdi & Souhaila, 2019), en un mot l'audit interne comprend toutes les missions qui ont pour but d'améliorer la performance globale de l'entreprise, à travers l'analyse critique de son système de contrôle interne. Selon Renard (2010), « L'audit interne est un dispositif interne à l'entreprise qui vise à apprécier l'exactitude et la sincérité des informations notamment comptables, à assurer la sécurité physique et comptable des opérations, à garantir l'intégrité du patrimoine, et à juger de l'efficacité des systèmes d'information »

L'audit externe est une fonction externe à l'entreprise et qui est exercée par une personne externe et indépendante à l'entreprise. En effet, l'information financière doit être pertinente, opportune et fiable pour répondre aux besoins des utilisateurs des états financiers. C'est pour cette raison qu'un audit externe est souvent nécessaire afin de rassurer les utilisateurs de la fiabilité de l'information financière (Kenne Ouemba, 2020)

Le processus d'émission de ces hypothèses s'est basé sur la revue empirique sur la thématique. Plusieurs études ont analysé les facteurs de recours aux services d'audit dans les PME, la qualité de l'audit et du système de contrôle interne, ainsi que leurs contributions à l'amélioration de la performance. Dans le contexte Marocain, l'étude de EL Bahlouli et al., (2019), portant sur l'impact de l'audit interne sur la performance des PME : un essai sur les contraintes et les opportunités, a permis de confirmer que les contraintes financières, organisationnelles, humaines, MES-RIDS, n°132, vol. 1., Janvier - Février 2024

culturelles, etc., le manque de vision claire sur l'importance et l'utilité de l'audit interne, les faibles sensibilisations des dirigeants sur les apports et opportunités de cette fonction, la mauvaise perception de cette fonction (d'abord elle s'intéresse seulement aux informations financières et comptables et s'éloigne des autres domaines opérationnels et techniques et la considération de la fonction d'audit comme une police de l'entreprise ou inspecteur ou encore chasseur de fraude empêchent les PME de recourir à l'audit interne.

Dans cette optique épistémologique, et en rapport avec la thématique de notre recherche, nous formulons et assumons les hypothèses ci-après: *Les facteurs internes et externes tels que : de contingence, sociogéographique, financier, humains, organisationnels et culturels n'influencent pas significativement le recours à l'audit dans les petites et moyennes entreprises du Nord Kivu.*

## II. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Nous avons procédé par trois étapes : la collecte des données, la mesure des variables et le traitement des données.

S'agissant de la collecte des données, celle-ci s'est déroulée en trois étapes. D'abord l'exploration dont la visée était de circonscrire la question d'étude dans le contexte. Il s'agissait pratiquement de comprendre la manière dont les opérateurs économiques et les experts définissent la qualité d'audit et du système de contrôle interne ainsi que la performance des PME. A ce stade, les réponses obtenues ont servi de base à l'enrichissement du questionnaire initial obtenu sur base de la littérature théorique. Ensuite, le pré-test du questionnaire visait sa validation. Il était question de le soumettre auprès des pratiquants afin qu'ils aident à réorienter certaines idées à travers une reformulation, à supprimer certains items ou en ajouter d'autres. Enfin, l'enquête quantitative a été effectuée sur base d'un questionnaire digitalisé. En utilisant l'application KoBo Collect, 18 enquêteurs formés ont participé à la collecte des informations ayant servi à l'analyse finale.

Quant à la mesure des variables, selon leurs natures, celles-ci ont été opérationnalisées puis mesurées. Pour les variables catégorielles, des codes ont été attribués. Pour les variables quantitatives, il s'agissait plutôt des données numériques spécifiques à chaque variable et pour les variables mesurées sur une échelle, des analyses factorielles ont été mises à profit. L'analyse factorielle exploratoire en composantes principales, avant celle confirmatoire, a été déroulée en cinq étapes : la validité de l'échelle de mesure, l'extraction des facteurs, la rotation des facteurs, l'épuration de l'échelle de mesure et la fiabilité de l'échelle de mesure.

Finalement, pour traiter et analyser les données, nous avons à la fois mobilisé les logiciels Stata 16.0 et SPSS 23. Par contre, en raison de la nature de la variable dépendante, des régressions logistiques ou linéaires ont été utilisées. Chaque fois, avant de procéder à la vérification des hypothèses, des statistiques descriptives appliquant divers tests (comparaison des moyennes, chi-carré, fréquences, corrélations, tendances centrales) ont été étudiées.

La collecte des données, l'opérationnalisation des variables et les outils d'analyse et de traitement des données sont présentés. L'analyse économétrique a permis d'analyser la relation entre la variable dépendante et ses déterminants. Compte tenu de la nature de la variable dépendante (le recours ou non à l'audit est une variable catégorielle qui prend 1 si la PME en question ne recourt à aucune forme d'audit, 2 si elle fait uniquement recours à l'audit interne, 3 si elle recourt à l'audit externe et 4 si elle fait recours aux deux audits à la fois), la régression logistique multinomiale a été privilégiée. Le modèle multinomial est un prolongement du logit simple.

## III. PRESENTATION ET DISCUSSION DES RESULTATS

Deux sections sont présentées : les statistiques descriptives, par la détermination des niveaux moyens des variables, enfin l'analyse, l'interprétation puis la discussion des résultats.

### 3.1. Niveaux moyens des variables

Les résultats du tableau ci-dessous indiquent les niveaux des difficultés auxquelles font face les PME du Nord Kivu en recourant ou pas aux services d'audit. Les raisons pour certaines MES-RIDS, n°132, vol. 1., Janvier - Février 2024

PME de la province de recourir à l'audit sont présentées ainsi que les services d'audit les plus consommés.

**Tableau I. Scores ou niveaux**

		N	Miniù	Maxi	Moyen	Ecart typ	Asymétrie		Kurtosis	
		Statist	Statist	Statist	Statist	Statist	Statist	Err std	Statist	Err std
Obst AI	IncompIncommunic	559	1,00	4,83	2,4366	,77960	,320	,103	-,360	,206
	InadeqOutils	559	1,00	5,00	2,8553	,94689	,088	,104	-,565	,207
Obst AE	FinDefMisoeuvre	559	1,00	5,00	2,4987	1,01208	,221	,103	-,817	,206
	OpacMissions	559	1,00	4,63	2,0114	,90133	,680	,103	-,452	,206
Rais AI	Santefinanc	131	1,00	5,00	4,0506	,54004	-2,264	,212	10,177	,420
	ExigencePP	131	1,00	5,00	3,7023	,94417	-,908	,212	,713	,420
	ControlFiscFinancier	131	2,00	5,00	4,1145	,55666	-,602	,212	2,710	,420
Serv AI	ContrOrganisationne	131	1,00	5,00	3,9637	,54519	-1,755	,212	7,635	,420
	ControlOrientéPP	131	1,00	5,00	3,5725	,79692	-,496	,212	,116	,420
Rais AE	PriseDécis	160	1,60	5,00	3,9538	,58717	-1,272	,192	3,207	,381
	ActCompExigesPP	160	1,00	5,00	3,3563	,89966	-,420	,192	-,195	,381
	ExperExt	160	1,00	4,50	3,1000	,63146	-,403	,192	,457	,381
Serv AE	ContrFiscFinanc	160	1,00	5,00	3,6583	,77338	-1,392	,192	2,318	,381
	ExternalisExper	160	1,00	5,00	3,3594	,95689	-,643	,192	-,095	,381

**Source:** Compilation des résultats assortis de SPSS

### 3.1.1. Les obstacles au recours à l'audit interne et externe

La difficulté liée à l'inadéquation des outils de gestion est l'obstacle le plus criant au recours à l'audit interne au sein des PME du Nord-Kivu, avec un score moyen satisfaisant de 2,8553, soit un niveau de 57%. Ce score présente une dimension essentielle de l'inadéquation des outils de gestion dans le sens ou dans le contexte des PME du Nord Kivu, les entrepreneurs ne priorisent pas la mise en place des outils de gestion voir même des outils de contrôle de gestion. Selon Déo Bengeya M., (2019) dans son travail portant sur l'appropriation des outils de gestion, pratiques de gestion et performance des PME du Nord-Kivu en R.D. Congo, les résultats ont relevé qu'un petit nombre des PME arrive à s'approprier ces outils parmi celle qui les ont mis en place au sein de leurs entreprises. Par contre, l'incompétence et le manque de communication entre acteurs est parmi les obstacles de recours à l'audit interne au sein des PME du Nord Kivu avec un score moyen de 2,4366, soit un niveau de 49% en dessous de la moyenne. Selon EL Bahlouli et al., (2019), l'audit interne reste un moyen qui apporte à travers ses outils une certaine assurance au processus de gestion de l'entreprise afin d'améliorer sa performance en interne et externe.

Les difficultés financières et défis de mises en œuvre des recommandations figurent parmi les obstacles qui freinent le recours à l'audit externe au sein des PME. Cette variable exhibe un score moyen de 2,4987, soit un niveau de près de 50%. Cela signifie que les contraintes généralement liés aux finances qui empêchent beaucoup des PME à ne pas recourir aux services d'audit, les dirigeants jugent ces services trop coûteux et que les recommandations sont irréalistes. Egalement, l'opacité de missions est également l'une des difficultés soulevées, mais alors moins atroces que la première.

En effet, cette variable présente un score moyen de 2,0114 soit un niveau de 40 % ; une fréquence relative en dessous de la norme. Dans le contexte Marocain, EL Bahlouli et al., (2019) Et puisque la majorité des PME, souffrent d'une absence d'objectifs précis, cohérents et chiffrables et d'une stratégie claire vis-à-vis des différents risques qui peuvent influencer leur compétitivité et

leur position dans le marché voire même leur survie face aux différents changements de la conjoncture économique.

### 3.1.2. Raisons de recours à d'audit interne et externe

Les résultats de ce tableau des scores indiquent que la raison principale de recours à la fonction d'audit interne au Nord Kivu est la santé financière de la PME. Cette variable montre un score moyen de 4,0506 avec un niveau de 81%. Cela peut se comprendre dans le sens que les entrepreneurs voudraient supporter cette charge de la fonction d'audit interne dans le souci d'améliorer la santé financière ou la performance financière enfin d'atteindre les objectifs de la rentabilité pour lequel l'entreprise avait été créée. Les rapports contenant des recommandations de l'auditeur interne constituent un soubassement pour la prise des bonnes décisions pour impacter cette rentabilité visée. Bien plus, bien que parmi les raisons, les exigences des parties prenantes représentent la raison secondaire de recours à l'audit interne dans les PME. Elle indique un score moyen de 3,7023 soit un niveau d'importance de 74%.

La prise de décision stratégique et opérationnelle s'avère être la raison essentielle de recours à l'audit externe (score moyen de 3.9538) avec un niveau d'importance s'élevant à 79%. Cela signifie que les dirigeants des PME du Nord Kivu consomment ces services pour que les conclusions assorties de ces audits externes les servent dans la prise des décisions stratégiques et opérationnelles. Par ailleurs, la dernière raison de recours à l'audit externe s'avère le besoin d'expertise externe pour une performance interne. Cette variable renseigne un score moyen de 3,1000 soit un niveau d'importance de 62%. Cela fait comprendre que certaines PME jugent bon de recourir à l'audit externe dans le cadre de l'assistance fiscale, l'assistance comptable et même pour des conseils dans différents domaines pour se perfectionner et se professionnaliser.

### 3.2. Services d'audit interne et externe dans les PME du Nord Kivu

Le contrôle fiscal et financier s'avère être le service essentiellement le plus consommé d'audit interne dans les PME du nord Kivu (score moyen de 4.1145) avec un niveau d'importance s'élevant à 82%. Cela signifie que dans le contexte du Nord Kivu, les PME mettent en place une fonction d'audit interne d'abord pour les aspects fiscaux et financier. Le contrôle orienté vers les parties prenantes est le service le moins consommé (score moyen de 3,5725) avec un niveau d'importance s'élevant à 71%. Ici il s'agit des audits soit de satisfaction des parties prenantes comme les partenaires, les clients, les fournisseurs, les banquiers etc. Nous avons vite compris que quand bien même elles recourent à ce type d'audit, les dirigeants y recourent par contrainte, généralement le résultat ou recommandations assorties de cet audit n'est pas pour les aider à l'interne dans leur prise de décision.

Pareillement à l'audit interne, le contrôle fiscal et financier ressorte comme le service d'audit externe le plus consommés dans les PME de la province du Nord Kivu. Cette variable présente un score moyen de 3,6583 soit un niveau de 73%. Cela prouve que les dirigeants des PME recourent généralement à l'audit comptable et financier pour la certification de leur compte, mais aussi l'assistance fiscale pour les déclarations fiscales et conseils fiscaux. Il s'avère que le service d'externalisation de l'expertise prend la seconde place, avec un score moyen de 3,3594 soit 67%. Cela montre que les dirigeants des PME recourent parfois à la sous-traitance de certains domaines de finance soit par l'assistance comptable.

## IV. RESULTATS DE LA REGRESSION SUR LES FACTEURS DE RECOURS A L'AUDIT INTERNE ET EXTERNE

Les résultats indiquent que sept variables influencent significativement le recours ou non à une pratique d'audit dans les PME du Nord-Kivu. Il s'agit du secteur d'activité de la PME, son âge, l'accroissement de son capital et de ses services internes, la perception de la vélocité de l'environnement externe, le statut du dirigeant ainsi que les difficultés financières et de mise en œuvre des recommandations. L'influence est négative ou positive selon une pratique d'audit considérée.



**Tableau II. Résultats de la régression favorisant le recours à l'audit**

	Audit interne		Audit externe		Audit interne et externe	
	RRR	Z	RRR	Z	RRR	Z
<b>Localisation</b>						
Goma(Réf)						
Butembo	0,5327303	-1,40	1,04761	0,12	0,7470984	-0,52
beni	0,5691039	-1,29	0,9661622	-0,02	1,215035	0,38
<b>Forme Juridique</b>						
SA(Réf)						
SARL	8141794	0,02	2,037797	0,90	7,347875	1,67
SARLU	2778607	0,02	1,998069	0,84	0,9681221	-0,03
Etablissement	4191872	0,02	0,9664811	-0,04	0,9349339	-0,05
<b>Secteur d'activité</b>						
Commercial(Réf)						
Industrie	1,24792	0,40	1,458146	0,80	1,247929	0,36
Services	4,548982	2,90	2,322842	1,72	1,336062	0,40
Hôtel et restaurant	2,283877	1,88	1,635935	1,21	1,514058	0,71
Construction	1,625379	0,66	2,764159	1,73	0,5223998	-0,66
Santé Imprimerie et multimédia	1,714338	0,74	0,9146974	-0,12	0,9387124	-0,07
Mine et énergie	0,7108308	-0,45	0,5553322	-0,82	1,091015	0,09
	1,295671	0,39	3,394932	2,19	3,71148	1,79
<b>Capital actuel</b>	1,262204	1,96	1,381408	3,00	1,843718	3,42
<b>Age</b>	1,02627	1,35	1,042674	2,34	1,013779	0,57
<b>Taille</b>	1,000703	0,11	0,9954839	-0,73	1,006514	1,14
<b>Nombre Fonction</b>	1,203838	2,19	1,356216	4,10	1,44262	3,99
<b>Nbr Prod/Serv offerts</b>	1,120119	1,34	1,018052	0,22	1,151019	1,37
<b>Stratégie adoptée</b>						
Spécialisation(Réf)						
Diversification	1,393494	1,00	1,098449	0,31	0,9073328	-0,23
<b>Environnement Exte</b>						
Stable(Réf)						
Instable	0,4209693	-3,48	0,7799939	-0,79	0,6119929	-1,13
<b>Genre</b>						
Femme(Réf)						
Homme	2,184386	1,61	1,228136	0,55	1,37474	0,52
<b>Instruction Dirigeant</b>						
Sans(Réf)						
Primaire	1402293	0,01	2692206	0,01	2251430	0,01
Secondaire	442338,7	0,01	1928046	0,01	354563,5	0,00
Grade/Licence	1424920	0,01	2792798	0,01	584990,3	0,00
Master/Doctorat	506220,8	0,01	3700758	0,01	917443,8	0,00
<b>Domaine d'étude Dir</b>						
Gestion et Eco(Réf)						
Autres domaines	0,7218152	-0,98	0,8871438	-0,40	0,7459599	-0,70

<b>Statut Dirigeant</b>							
Non propriétaire(Réf)							
Propriétaire	0,3464762	-3,07	0,8317825	-0,62	0,5804059	-1,25	
<b>Expérience Dirigeant</b>	1,024138	1,01	1,006275	0,29	1,010373	0,32	
<b>FinDefMisoeuvre</b>	0,7603801	-1,16	0,5283218	-2,96	0,4053094	-2,60	
<b>OpacMissions</b>	1,3063	0,99	1,205338	0,75	0,8513255	-0,42	
<b>IncompIncommunic</b>	0,6565962	-1,55	1,173725	0,70	1,559432	1,28	
<b>InadeqOutils</b>	1,155011	0,70	0,9511078	-0,26	1,531761	1,44	

Source : Enquêtes sur terrain

#### 4.1. Facteurs déterminants le recours à l'audit interne dans les PME du Nord Kivu

Certains secteurs d'activité (services ainsi qu'hôtellerie et restaurant) dans lesquels évolue l'opérateur économique prédisposent ce dernier à recourir à l'audit interne plutôt qu'à ne pas y recourir. Les secteurs des services ainsi que d'hôtel et restaurant augmentent favorablement le risque relatif (probabilité) respectivement de 4.5 ( $z=2,90$ ,  $p<0,01$ ) et 2.3 ( $z=1,88$ ,  $p<0,1$ ) fois lorsque les autres variables du modèle sont maintenues constantes. L'hypothèse de l'impact sectoriel sur le recours à l'audit interne est vérifiée. Ces résultats rencontrent les études antérieures conduites dans le contexte Marocain.

L'augmentation du capital de l'entrepreneur d'une unité pousse à préférer le recours à l'audit interne ( $z=1.96$ ,  $p\leq 0.05$ ). Si un entrepreneur augmente son capital de 5000\$, le risque relatif de préférer l'audit interne à Jamais serait 1.3 fois plus élevé. Par le passé, ces résultats ont été confirmés par les auteurs dans différents contextes. Lorsque les fonctions/services de la PME augmentent d'une unité, le risque relatif de recourir à l'audit interne plutôt qu'à ne pas y recourir est 1.2 fois plus élevé ( $z=2.19$ ,  $p<0.05$ ). Une PME qui décide d'augmenter ses fonctions internes, source de complexité organisationnelle, est prédisposée à faire recours aux services d'un auditeur interne.

Pailleurs, le ratio de risque relatif pour le passage d'un environnement stable à un environnement turbulent est de 0.42 fois plus élevé pour l'application de l'audit interne plutôt que ne pas l'appliquer. En d'autres termes, le risque attendu (probabilité) d'utiliser l'audit interne est plus faible ( $z=-2.48$ ,  $p<0.05$ ) pour les entrepreneurs qui évoluent dans un environnement turbulent. Celui-ci est donc favorable au non-recours à l'audit interne pour les PME du Nord-Kivu.

Pour la PME gouvernée par son propriétaire par rapport à un professionnel externe, le risque relatif de recourir à l'audit interne devrait diminuer ( $z=-3.07$ ,  $p<0.01$ ) de 0.35. En d'autres termes, les propriétaires-dirigeants sont plus susceptibles de ne pas recourir à l'audit interne. (1= propriétaire ; 0= Salarié non propriétaire). Ces résultats rencontrent les études antérieures conduites dans le divers contexte. En effet, les résultats de l'étude de Mustapha et al., (2015) sur les entreprises individuelles Malaisiennes montrent qu'elles semblent également exiger beaucoup moins d'audit volontaire que les partenaires des partenariats. Cela peut être dû au fait que les propriétaires-dirigeants se considèrent comme le mécanisme de surveillance de leur entreprise, ce qui réduit le besoin d'audit, puisque les dirigeants sont également propriétaires de l'entreprise.

#### 4.2. Facteurs déterminants le recours à l'audit externe dans les PME du Nord Kivu

De même, quelques secteurs d'activité de la PME prédisposent celle-ci à recourir à l'audit externe plutôt qu'à ne pas y recourir. Par rapport au secteur commercial, l'appartenance dans les secteurs 3, 5 et 8 augmentent favorablement le risque relatif respectivement de 2.3 ( $z=1.72$  ;  $p<0.1$ ), 2.8 ( $z=1.73$  ;  $p<0.1$ ) et 3.4 ( $z=2.19$  ;  $p<0.05$ ) fois de pratiquer l'audit externe que de ne jamais y recourir.

L'augmentation du capital actuel de la PME améliore positivement le risque de recourir à l'audit externe ( $z=3.00$  ;  $p<0.01$ ). En effet, lorsque le capital de la PME connaît une évolution supplémentaire de 5000\$, elle dispose de plus d'une fois (1.4) plus de risque de recourir aux

services de l'auditeur externe que jamais. Plus généralement, si un entrepreneur augmente son capital, on peut s'attendre à ce qu'il soit plus enclin à préférer l'audit externe.

L'augmentation d'une unité de la durée de vie d'une PME lui pousse à préférer le recours à l'audit externe ( $z=2.34$  ;  $p<.01$ ). Si une entreprise fête un anniversaire supplémentaire, le risque relatif de préférer l'audit externe plutôt que Jamais serait 1.04 fois plus élevé.

Entre temps, l'augmentation unitaire du nombre des fonctions/services de la PME influence positivement ( $z=4.10$  ;  $p<.01$ ) sa probabilité de pratiquer l'audit externe. Une PME qui connaît une évolution de ses nombres de fonctions dispose d'un risque relatif de plus de 1.36 fois de recourir aux services des auditeurs externes que ne Jamais y recourir.

À cause des difficultés financières et de mise en œuvre des recommandations assorties des missions d'audit, le risque relatif de préférer l'audit externe à Jamais devrait diminuer ( $z=-2.96$  ;  $p<.01$ ) d'un facteur de 0.53. Ainsi, l'accroissement de cette variable fait chuter de 0.53 fois la possibilité de faire recours à l'audit externe ; situation favorable au non-recours à l'audit.

#### **4.3. Facteurs déterminants le recours à la fois à l'audit interne et externe dans les PME du N-K**

Par rapport à l'actionnariat, l'adoption d'une forme SARL prédispose la PME à pratiquer à la fois l'audit interne et l'audit externe ( $z=1.67$  ;  $p<.1$ ). Le passage vers cette forme augmente de 7 fois le risque de pratiquer les deux formes d'audit. De même, par rapport au secteur commercial, l'appartenance dans le secteur 8 prédispose la PME à recourir à la fois à l'audit interne et externe ( $z=1.79$  ;  $p<.1$ ). Lorsque la PME opère dans ce secteur, son risque relatif augmente de près de 4 fois de recourir aux deux formes d'audit que de ne pas y recourir. Autrement dit, dans ce secteur d'activité, la probabilité de certifier ses comptes à l'interne et à l'externe est forte.

L'augmentation du capital actuel ( $z=3.42$  ;  $p<.01$ ) de la PME lui pousse à préférer le recours aux deux formes d'audit que Jamais. Si un entrepreneur augmente son capital de 5000\$, son risque relatif de pratiquer les deux formes d'audit serait 1.84 fois plus élevé lorsque les autres variables du modèle sont maintenues constantes. L'hypothèse de la favorabilité de l'augmentation du capital sur le recours aux services des auditeurs est vérifiée. Le nombre des fonctions/services dont dispose une PME est un vecteur vers le recours aux pratiques d'audit ( $z=3.99$  ;  $p<.01$ ). L'augmentation d'un service supplémentaire améliore le risque relatif de la PME de 1.44 fois à recourir aux deux formes d'audit que Jamais.

Finalement, les difficultés financières et de mise en œuvre des recommandations détériorent la probabilité de recourir aux deux pratiques d'audit ( $z=-2.60$  ;  $p<.01$ ). En effet, le risque relatif de pratiquer les deux formes d'audit diminue de 0.41 au fur et à mesure que les PME ont du mal à appliquer les recommandations et à financer les prestations des auditeurs. En général, les PME préféreraient le statu quo que l'audit (interne et/ou externe). Cela signifie que les ressources financières des PME étant très limitées et vue que les auditeurs interne et externe recommandent par exemple le respect de la législation, elles auront tendance de retourner dans l'informelle et de ne pas consommer les services d'audit.

Se basant sur ce qu'ont dit EL Bahlouli et al. (2019), malgré les problèmes et les limites auxquelles se confrontent les PME dans leur gestion quotidienne, elles sont moins nombreuses celles qui optent pour la mise en place d'un service d'audit interne pour faire face à ces multitudes des risques, et ceci est dû à plusieurs contraintes : financière, organisationnelle, humaine, culturelle, etc., qui empêchent les PME de se doter d'un service d'audit interne efficace. Dans ce sens il y a lieu de préciser que la contrainte financière liée aux coûts de la mise en place d'un service d'audit interne représente dans pas mal des cas, une principale contrainte qui limite les PME à faire recours à l'audit.

## **CONCLUSION**

L'audit, outil d'aide à la prise de décision, est non seulement un mécanisme efficace pour pallier à l'asymétrie d'information entre la PME et leurs parties prenantes ou partenaires

d'affaires, mais aussi un puissant levier de sécurisation en matière d'identification et de maîtrise des risques de tout genre. C'est pour ces considérations que ce papier avait pour objectif d'analyser les facteurs qui expliquent le recours à l'audit interne et externe au sein des PME de la province du Nord Kivu.

Les résultats indiquent que quatre dimensions expliquent les obstacles au recours à l'audit interne et externe dans le contexte de la province du Nord Kivu : l'incompétence et manque de communication entre acteurs ainsi que l'inadéquation des outils de gestion pour l'audit interne. Mais aussi les difficultés financières et le défaut de mise en œuvre ainsi que l'opacité des missions et indisponibilité des acteurs pour l'audit externe. En plus, les résultats sortent deux raisons qui poussent les PME d'implanter une fonction d'audit interne à leur sein, notamment pour veiller à la santé financière et pour se conformer aux exigences des parties prenantes. Les services d'audit interne le plus réalisés sont le contrôle organisationnel, fiscal et financier mais aussi le contrôle orienté vers les parties prenantes. S'agissant de l'audit externe, les raisons de recours tournent autour de trois motivations : premièrement pour s'en servir à la prise de décision stratégique et opérationnelle, deuxièmement suite à la complexité des activités et exigence des parties prenantes et enfin troisièmement pour le besoin d'expertise externe pour une performance interne. Les services d'audit externe le plus réalisés sont le contrôle fiscal et financier mais aussi l'externalisation de l'expertise.

Les résultats de la régression indiquent que sept variables influencent significativement le recours ou non à une pratique d'audit dans les PME du Nord-Kivu. Il s'agit du secteur d'activité de la PME, son âge, l'accroissement de son capital et de ses services internes, la perception de la vélocité de l'environnement externe, le statut du dirigeant ainsi que les difficultés financières et de mise en œuvre des recommandations. L'influence est négative ou positive selon une pratique d'audit considéré. Ces résultats infirment notre hypothèse et apportent des fortes contributions théoriques et managériales.

D'un point de vue théorique, le cadre développé dans ce chapitre figure, à l'heure actuelle, parmi les rares à avoir mobilisé de manière holistique à la fois toutes les variables qui expliquent les obstacles, les raisons de recours ainsi que les services d'audit dans les PME. Par conséquent, elle offre une nouvelle mesure du construit qui tient compte des évolutions du concept, et mobilise la littérature y afférente. Cette nouvelle mesure dépasse les prescrits théoriques existants.

## BIBLIOGRAPHIE

- BASHUNGI, A. (2019). *Impact de la qualité d'audit sur la performance des coopecs du Kivu*.
- BENGEYA M., D. (2019). *Appropriation des outils de gestion, pratiques de gestion et performance des PME du Nord-Kivu en RDCongo*. Université Protestante du Congo.
- BINWA MACHUMU, B. (2022). *Dynamique entrepreneuriale, agilité organisationnelle et performance des PME familiales du Kivu en République Démocratique du Congo*. Université du burundi.
- DAIF, A., & Azegagh, J. (2021). Contribution de l'audit interne à la performance des PME : Les opportunités offertes. *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, 4(4), 529-551.
- EL BAHLOULI, L., Misoid Mahjouba, & Salehddine Abdelmjid. (2019). *L'impact de l'audit interne sur la performance des PME Marocaines : Un essai sur les contraintes et les opportunités*. <https://doi.org/10.5281/Zenodo.3520074>
- EL GHARBAOU B., Benrezzouq R., & Chraibi A. (2018). *L'impact de la qualité d'audit interne sur la performance financière des sociétés cotées à la BVC*.
- ESCAFFRE, L., & Abbadi, A. (2016). *Le rapport d'audit comme un signal potentiel à la disposition des pme françaises: proposition d'un design de recherche*.
- MABROUKI, K. (2017). Impact de la Qualité d'Audit Externe sur la Pertinence des Bénéfices Comptables : Cas des Entreprises Tunisiennes Cotées = Impact of External Audit Quality on the Relevance of Accounting Profits : Case of Listed Tunisian Companies. *Journal of Economic and Financial Research*, 4(2), 781-818. <https://doi.org/10.12816/0050868>
- MANITA, R., & Chemangui, M. (2007). *Les approches d'évaluation et les indicateurs de mesure de la qualité d'audit: une revue critique*.
- RENARD, J. (2016). *Théorie et pratique de l'audit interne* (9e éd). Eyrolles.